

II) Quelles politiques mettre en œuvre pour lutter contre le chômage ?

A. Des politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale pour lutter contre le chômage conjoncturel

Politiques macroéconomiques désignent les interventions des pouvoirs publics qui visent à modifier la conjoncture économique (situation économique) en agissant sur une ou plusieurs composantes de la demande globale. Elles regroupent les politiques monétaires et les politiques budgétaires.

Afin de lutter contre le chômage ces politiques doivent soutenir la consommation et / ou l'investissement de manière à relancer l'activité afin d'augmenter les embauches et / ou de réduire les licenciements.

1°) Par la politique budgétaire

Document 11 : Le New Deal



<https://www.lumni.fr/video/franklin-roosevelt-le-pere-du-new-deal>

Questions :

Q1 : Quelle est la situation du marché du travail aux Etats-Unis en 1930 ?

Dans les années 1930, le marché du travail américain était très dégradé, le taux de chômage avait atteint des niveaux inédits du fait de la crise financière de 1929 se situant plus de 10 ans entre 25 et 15% !

Q2 : Que décide l'administration Roosevelt ?

Dans les années 1930, l'administration Roosevelt décide de mettre en œuvre le *New Deal*, un ensemble de mesures inédites alors visant à intervenir dans la vie économique et sociale des États-Unis. Ainsi, de grands travaux publics sont lancés, le salaire minimum est instauré, le système de sécurité sociale est créé.

Q3 : Montrez que ces mesures ont pour effet de soutenir la demande globale.

Ces mesures visent à soutenir la demande globale américaine puisque le financement des travaux publics stimule l'activité des entreprises du secteur qui vont embaucher massivement et distribuer davantage de salaires qui vont être en partie dépensés (hausse de la consommation).

De plus, le salaire minimum et la sécurité sociale vont garantir un pouvoir d'achat aux travailleurs qui pourront ainsi maintenir un certain niveau de consommation donc de la demande et réduisant de fait le risque de baisse de la production des entreprises.

→ C'est un exemple de politique de soutien à la demande appelée politique de relance permettant de lutter contre le chômage conjoncturel.



<https://www.youtube.com/watch?v=LW3UHjYeJrE>

Questions :

Q1 : Comment un Etat peut-il relancer la demande ? Illustrez votre réponse

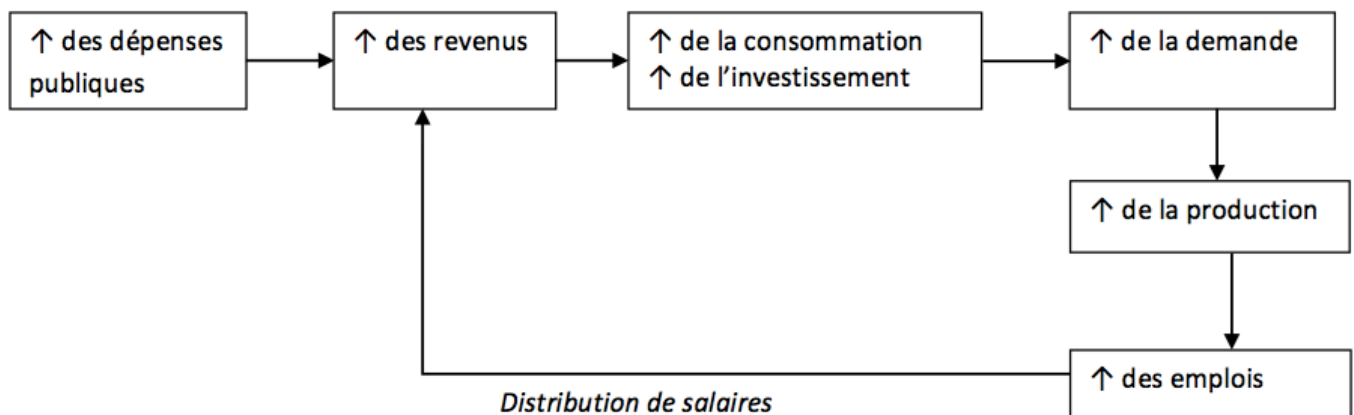
Un Etat peut mener une politique budgétaire de relance : Un Etat peut ainsi augmenter ses dépenses en augmentant par ex les prestations sociales, en menant une politique de grands travaux et/ou diminuer ses recettes en diminuant les impôts et taxes par exemple. Le but est d'inciter les ménages à consommer et les entreprises à investir pour augmenter la demande globale.

Politique budgétaire consiste à utiliser le budget de l'Etat (dépenses et recettes publiques) pour agir sur la conjoncture.

Exemples de politiques de relance : relance Chirac en 1975 (après le 1^{er} choc pétrolier, relance Mauroy en 1981 (après le second choc pétrolier), relance Sarkozy en 2008 (après la crise des subprimes), relance Macron en 2020 (crise sanitaire du coronavirus).

L'effet positif d'une politique de relance budgétaire s'explique par le mécanisme du multiplicateur : une variation des dépenses publiques entraîne une variation plus que proportionnelle de la production. En effet, les dépenses publiques/l'investissement public engendrent des revenus pour les entreprises ou ménages qui sont en grande partie dépensés, d'où une hausse de la production qui entraîne à son tour une nouvelle distribution de revenus....

Schéma : le multiplicateur keynésien



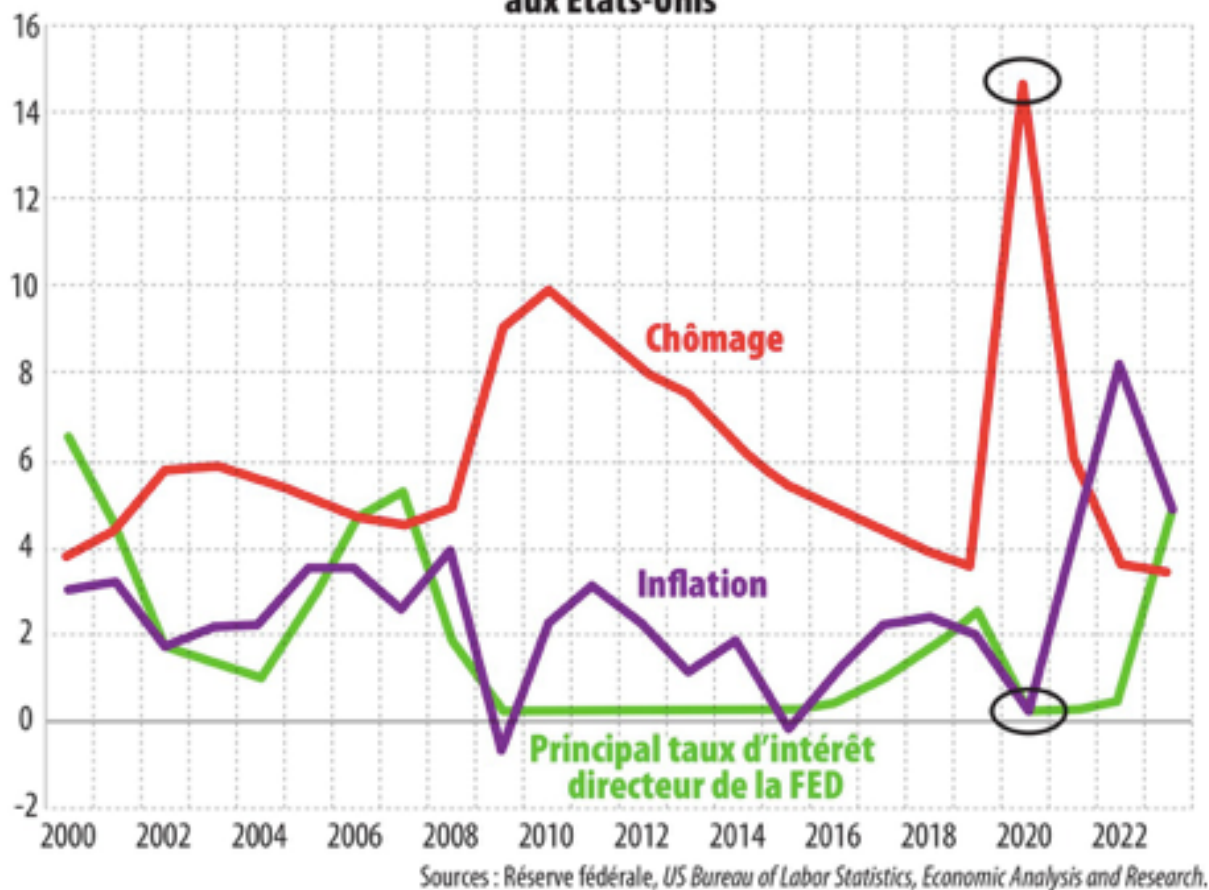
2°) Par la politique monétaire

Une banque centrale peut mener aussi une politique monétaire de relance.

Une politique monétaire= action de l'autorité monétaire (banque centrale) pour réguler la quantité de monnaie en circulation dans une économie afin d'agir sur la conjoncture.

Document 13 : Les effets de la politique monétaire sur la croissance et l'emploi aux États-Unis

Taux de chômage (en % des actifs), taux d'inflation et taux directeur de la FED (en %), aux États-Unis



Questions :

Q1 : Rédigez une phrase donnant la signification précise de chacune des données entourées.

Aux États-Unis, en 2020, l'inflation et le principal taux directeur de la Réserve fédérale s'élevaient à 0,25 %. Dans le même temps, le chômage concernait 15 % de la population active.

Q2 : Qu'est-ce que le taux directeur (rappel classe de 1^{ère}).

Le taux directeur est le taux d'intérêt que les banques centrales fixent pour les prêts qu'elles accordent aux banques commerciales. Il sert de référence pour les taux d'intérêt appliqué par les banques commerciales aux agents économiques (ménages, entreprises).

C'est un outil de la politique monétaire.

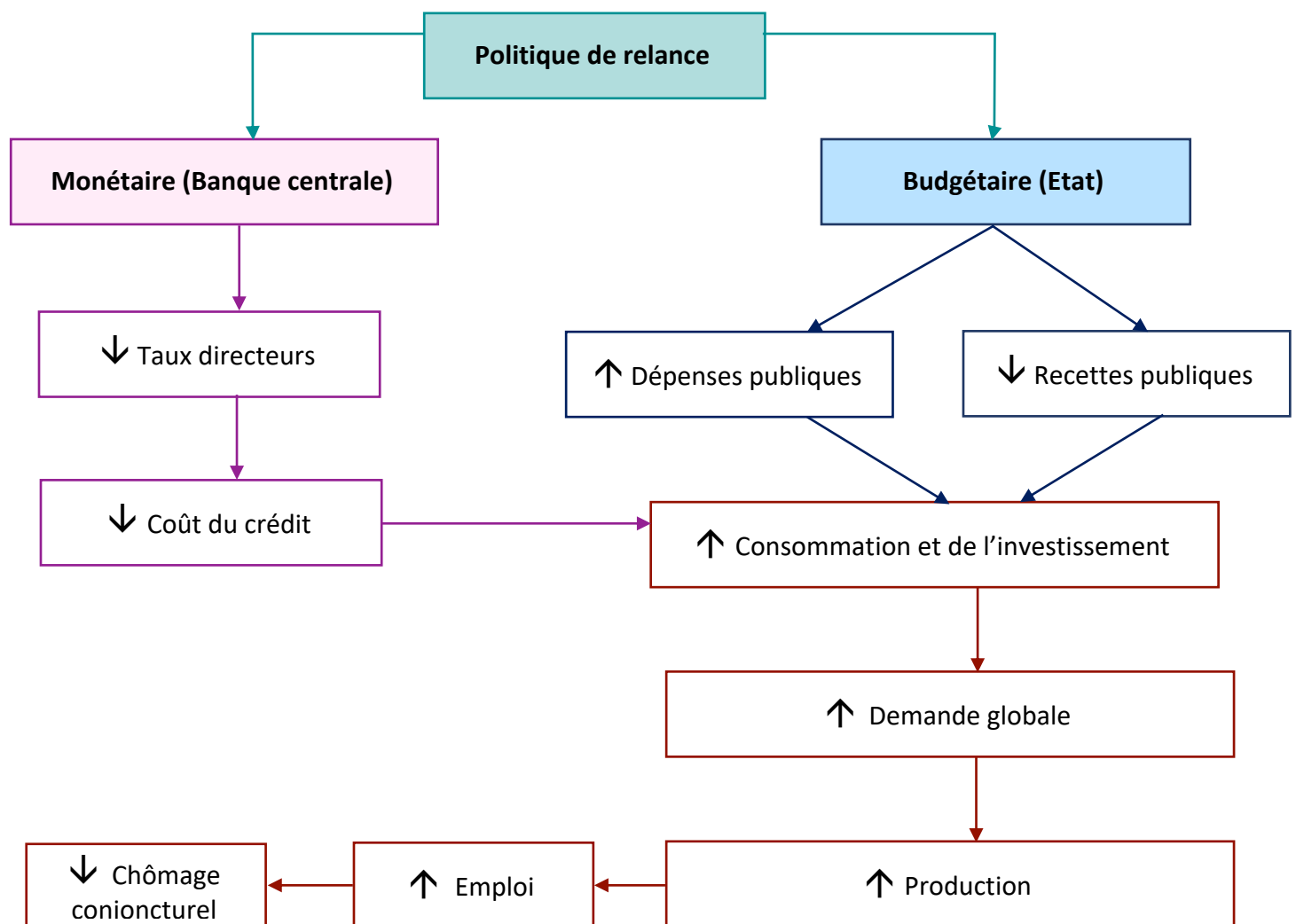
Q3 : Quel a été l'effet des taux d'intérêt bas entre 2009 et 2022 sur le taux de chômage.

Depuis 2009, la FED pratique une politique de taux bas, maintenus à près de 0 % jusqu'en 2016, et remontés progressivement à 2,5 % en 2019. Ils ont été diminués à près de 0 % en 2020 jusqu'en 2022. Sur la même période, le chômage n'a cessé de diminuer, perdant plus de 6 points entre 2009 et 2019. Il remonte en 2020 à 15 % puis retrouve sa tendance à la baisse en 2022 à partir de son niveau d'avant crise sanitaire. La politique monétaire de baisse des taux directeurs semble favoriser la baisse du chômage.

Q4 : Expliquez comment une politique monétaire de relance peut faire diminuer le chômage conjoncturel.

La politique monétaire de relance consiste à diminuer le taux d'intérêt directeur afin que les banques commerciales diminuent à leur tour leurs taux d'intérêt qu'elles appliquent aux ménages et entreprises pour inciter ces derniers à emprunter pour consommer et investir. La demande globale augmente donc la production augmente aussi ce qui favorise l'embauche, la création d'emploi et la baisse du chômage conjoncturel.

👉 **Exercice 8:** Complétez le schéma par le signe ↑ (pour « hausse ») et ↓ (pour « baisse »).



Remarque : Les conditions de réussite des politiques de soutien à la demande globale

Document 12:

Q2 : Sous quelles conditions les politiques de relance sont-elles efficaces ?

L'impact d'une politique de relance dépend de la propension marginale à consommer et du degré d'ouverture des économies :

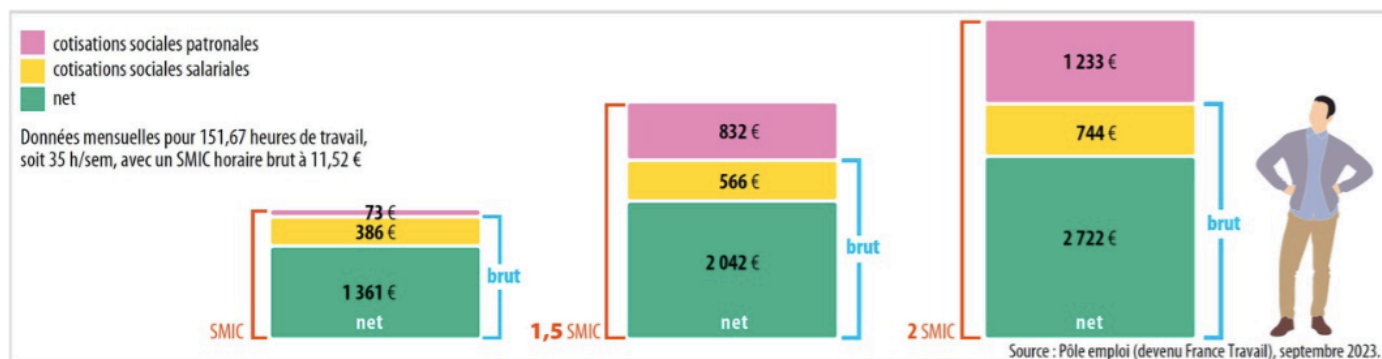
- 1^{ère} condition : l'effet de la hausse des revenus sur la consommation dépend de la propension marginale à consommer c'est-à-dire le supplément de revenu consacré à la consommation= il faut que les ménages consacrent une part élevée de cette hausse du revenu à la consommation et non à l'épargne.

- 2^{ème} condition : la réussite d'une politique de relance dépend aussi du degré d'ouverture des économies sur l'extérieur. En effet, une hausse de la demande peut se traduire par une hausse des importations et non de la production nationale. Le chômage ne diminuera donc pas au niveau national= Il faut donc que les ménages consomment davantage de produits nationaux.

B) Les politiques d'allègement du coût du travail

1°) Qu'est-ce que le coût du travail ?

Document 14 :



Questions :

Q1 : Combien coûte à l'employeur l'embauche d'un salarié payé au salaire minimum (le SMIC) ?

En France en 2023, un salarié au SMIC coûtait 1 820 euros à son employeur (1 361 € + 386 € + 73 €)

Le coût du travail désigne l'ensemble des dépenses induites par l'utilisation du facteur travail dans une entreprise= salaire net + cotisations salariales et patronales

Q2 : Combien reçoit le salarié en fin de mois ?

Le salarié reçoit le salaire net, soit 1 361 euros, c'est-à-dire la part du coût du travail déduction faite des cotisations sociales patronales et salariales.

Q3 : Calculez la part des cotisation sociales dans le coût du travail total pour 1 SMIC et pour 2 SMIC. Que constatez-vous

	Pour 1 SMIC	Pour 2 SMIC
Part des cotisations sociales dans le coût du travail.	$[(73 + 386) / 1820] = 25,22\%$	$[(744 + 1233) / 4699] = 42,07 \%$

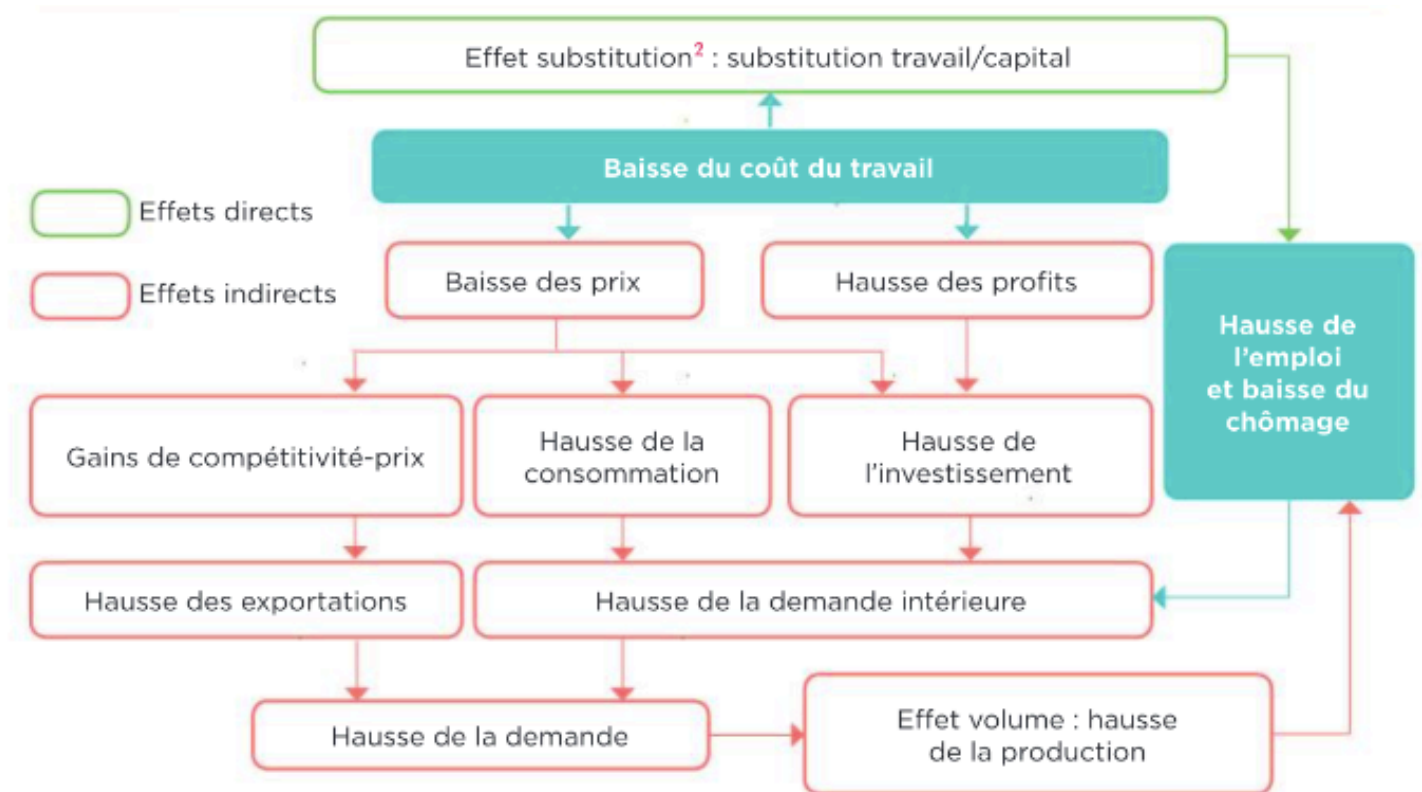
Les cotisations sociales représentent donc une proportion plus faible du coût du travail des salariés qui gagnent le SMIC que de ceux qui gagnent 2 fois le SMIC. Cela s'explique par les exonérations de cotisations sociales (« charges patronales ») sur les bas salaires autour du SMIC.

2°) La baisse du coût du travail pour lutter contre le chômage structurel

Document 15 :



<https://www.lumni.fr/video/faut-il-baisser-les-charges-sociales#containerType=serie&containerSlug=decod-eco>



Questions :

Q1 : A l'aide du schéma, expliquez pourquoi la baisse du coût du travail peut-elle conduire à baisser le chômage ?

Si on pense comme les néoclassiques que le chômage structurel est lié à un salaire trop élevé (supérieur au salaire d'équilibre) alors il faut baisser le coût du travail. La baisse du coût du travail a deux effets sur le chômage : des effets directs et indirects

- ⇒ **Des effets directs :** La diminution relative du coût du travail par rapport au coût du capital devrait inciter les entreprises à utiliser davantage de main d'œuvre ou limiter la substitution du travail au capital (les travailleurs seront moins remplacés par les machines). De plus, la baisse du coût du travail désincite les entreprises à délocaliser leur production dans des pays à bas coût de main d'œuvre.
- ⇒ **Des effets indirects :** La baisse du coût du travail permet une hausse de la demande ce qui permet de lutter contre le chômage. En effet, la baisse du coût du travail peut être répercutée en une baisse des prix des entreprises, qui gagnent alors en compétitivité prix : elles exportent davantage. La baisse des prix élève le pouvoir d'achat des ménages qui consomment et investissent davantage. La baisse du coût du travail peut aussi conduire à une hausse des profits des entreprises qui sont incitées à investir davantage. La demande, intérieure et extérieure, augmente, d'où une hausse de la production et de l'emploi qui contribue à la baisse du chômage.

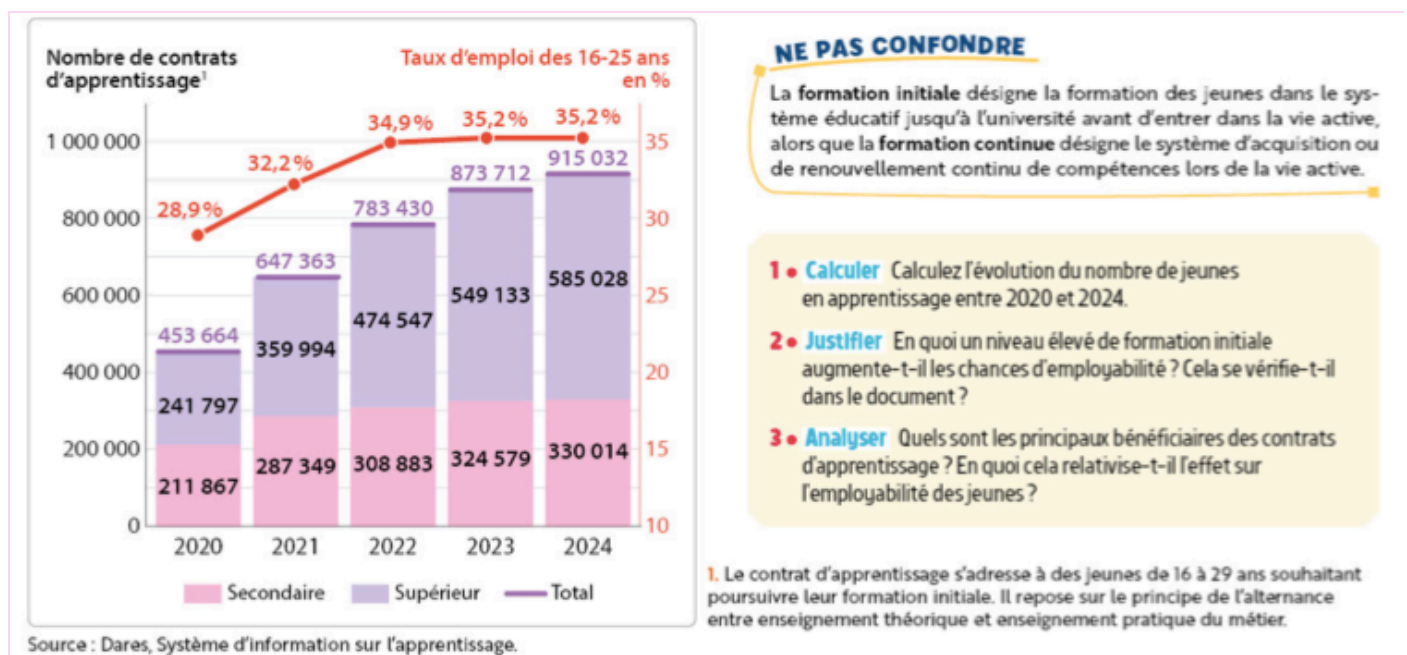
Q2 : Pourquoi la baisse du coût du travail est-elle ciblée sur les emplois peu qualifiés ?

En France, à partir de 1993, la baisse du coût du travail passe essentiellement par la diminution du montant des cotisations sociales sur les bas salaires (proches du SMIC), sur des emplois peu qualifiés. Ces allègements permettent d'augmenter la demande de travail peu qualifié car la productivité du travailleur embauché deviendra supérieure à son coût (ce dernier ayant diminué). Ces mesures rendent donc « rentables » l'embauche des travailleurs les moins qualifiés.

C) Les politiques de formation et les politiques de flexibilisation permettent de lutter contre le chômage

1°) Les politiques de formation pour améliorer les appariements

Document 16 : Des dépenses de formation initiale pour les jeunes : le contrat d'apprentissage



Questions :

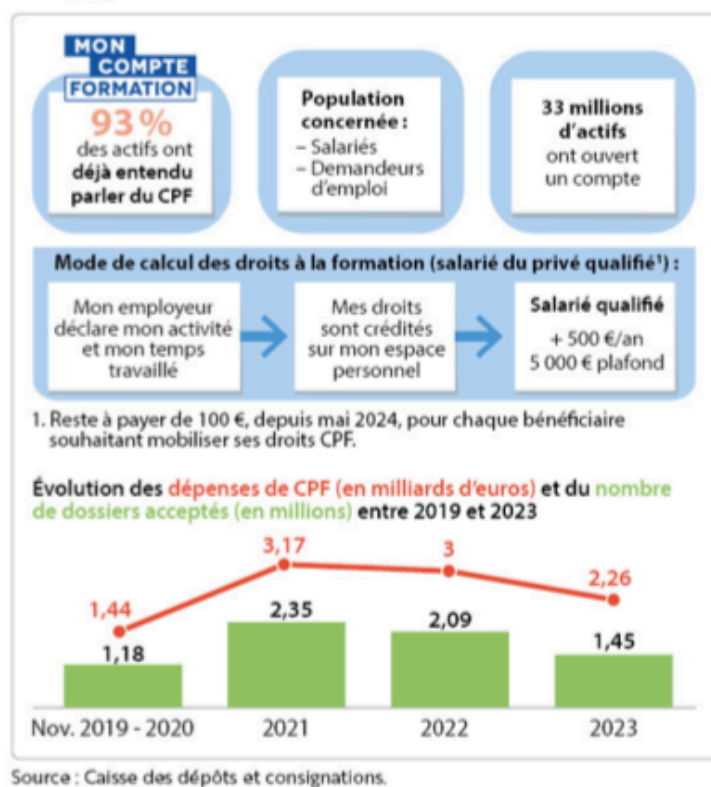
Q1 : Calculez l'évolution du nombre de jeunes en contrats d'apprentissage entre 2020 et 2024.

Entre 2020 et 2024, le nombre de jeunes en contrats d'apprentissage a été multiplié par 2 environ.

Q2 : En quoi un niveau élevé de formation initiale augmente-t-il les chances d'employabilité ? Cela se vérifie-t-il dans le document ?

Un niveau de formation élevé augmente le capital humain et permet plus facilement d'accéder à des emplois qualifiés ; en ce sens il augmente l'employabilité du jeune. On observe d'ailleurs que le taux d'emploi des 16-25 ans augmente de 7 pts parallèlement avec celui des jeunes en apprentissage.

Document 17 : Des plans de formation pour lutter contre l'inadéquation des compétences



Grand plan d'investissement dans les compétences (PIC) 2018-2022 et 2022-2027	
Montant	15 milliards d'euros plan 2018-2022 + 574 millions plan 2024
Objectifs	Former : - 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés - 1 million de jeunes décrocheurs
Transformer les compétences liées à la transition écologique et numérique	- Plan #10Knum : 10 000 formations aux métiers du numérique - Plan 10Kverts : 10 000 formations aux métiers verts

- 1 • Comprendre** Pourquoi le plan d'investissement cible-t-il les jeunes et les moins qualifiés ?
- 2 • Déduire** Pourquoi est-il essentiel de former les demandeurs d'emploi ?
- 3 • Expliquer** Pourquoi le CPF inclut-il aussi les salariés ayant un emploi ?
- 4 • Analyser** En quoi ces deux dispositifs peuvent-ils limiter le chômage structurel d'inadéquation ?

Questions :

Q1 : Pourquoi le plan d'investissement cible-t-il les jeunes et les moins qualifiés ?

Les jeunes et les moins qualifiés sont les plus touchés par le chômage.

Q2 : Pourquoi est-il essentiel de former les demandeurs d'emploi (= offreurs de travail) ?

Pour améliorer leur adaptabilité, faciliter leur reconversion vers des métiers en tension et donc permettre un retour à l'emploi.

Q3 : Pourquoi le CPF inclut-il aussi les salariés ayant un emploi ?

Cela permet de transformer les compétences des salariés, d'en avoir des nouvelles par exemple liées à la transition écologique et numérique.

Q4 : En quoi ces deux dispositifs peuvent-ils limiter le chômage structurel ?

Une politique de formation continue peut avoir des effets positifs sur l'emploi et permettre de lutter contre le chômage. En effet, la formation continue permet d'ajuster plus efficacement l'offre et la demande de travail et de résoudre les problèmes d'appariement. La formation est un moyen, pour les personnes qui en bénéficient, d'accéder à de nouvelles compétences ou d'en améliorer d'anciennes, de manière à correspondre aux profils attendus par les entreprises qui recrutent.

☞ **Exercice 9** : Complétez le texte avec les mots suivants : *formation- chômage structurel-continue-diplôme-polyvalents-appariement-initiale*

Le chômage structurel peut résulter de la présence de problèmes **d'appariement** induit notamment par des inadéquations de qualifications. Une solution pour réduire ce type de chômage peut être de mener des **politiques de formation** qui consistent pour les pouvoirs publics à améliorer les qualifications des salariés de manière à augmenter leur capacité à obtenir ou conserver un emploi.

La formation **initiale** est destinée à l'étudiant et prépare l'entrée sur le marché du travail. Elle consiste à l'apprentissage des bases d'un domaine professionnel, elle fournit ainsi les compétences et savoirs nécessaires pour exercer un premier métier. Elle permet ainsi l'obtention d'un **diplôme**. La formation **continue** quant à elle s'adresse à des personnes qui sont déjà intégrées dans le marché du travail. Il s'agit ainsi de développer ou acquérir de nouvelles performances. Cette formation pourra venir compléter une formation initiale terminée par le passé, ou bien différer complètement de domaine dans le cadre d'une reconversion professionnelle.

La formation qu'elle soit initiale ou continue accroît la qualification des actifs ce qui permet une meilleure adéquation entre l'offre de travail et la demande de travail. En effet, dans un contexte de mondialisation et de progrès technique, le nombre d'emplois peu qualifiés baisse et la demande de qualification augmente. De plus, les actifs sont davantage **polyvalents**, capables de s'adapter aux exigences changeantes des entreprises en termes de compétences, et de se reconvertir.

Au final, les politiques de formation permettent d'améliorer l'entrée sur le marché du travail des jeunes, l'employabilité des chômeurs et la reconversion des actifs donc elles luttent contre le **chômage structurel**.

2°) Les politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail

Le chômage structurel peut aussi résulter des institutions qui constituent des rigidités sur le marché du travail. Les politiques de flexibilisation du marché du travail peut donc être une solution pour lutter contre le chômage structurel car elles visent à éliminer ces rigidités.

Les **politiques de flexibilisation** désignent toutes les interventions des pouvoirs publics consistant à assouplir les règles qui encadrent le marché du travail (licenciements, temps de travail, salaire minimum...). Ces mesures permettent aux entreprises de mieux adapter leur volume de l'emploi en fonction de leur besoin.

Les principales mesures relevant de ces politiques consistent à :

- Des mesures de flexibilisation des salaires notamment permettre au salaire de varier à la baisse en levant les freins institutionnels (par exemple le SMIC) . Cette mesure permet aux entreprises d'adapter leurs coûts de production aux résultats économiques de l'entreprise. Cela incite les employeurs à embaucher en raison d'une baisse du coût du travail.

- assouplir les conditions d'embauche et de licenciement en réduisant la protection de l'emploi.

→ Il est donc plus facile pour les entreprises d'embaucher, ce qui fait baisser le chômage.

Ex : Faciliter le recours aux emplois précaires (CDD, intérim) et augmenter les périodes d'essai

→ De même, un assouplissement des règles de licenciement peut rendre les employeurs moins « craintifs » à l'embauche. La logique est simple: si le patron peut licencier plus facilement, il embauchera plus facilement aussi.

Par exemple, en France, depuis une quinzaine d'années les réformes du droit du travail ont introduit des procédures de licenciement moins contraignantes avec la rupture conventionnelle. Elles ont aussi réduit les possibilités de saisir le tribunal des prud'hommes et plafonné les indemnités en cas de licenciement jugé « abusif ».

- faciliter la variation du temps de travail. Une entreprise pourra, en cas de baisse d'activité, diminuer le temps de travail de ses salariés (avec une baisse du salaire en contrepartie), ce qui lui permettra de conserver ses effectifs. Ainsi, en évitant les licenciements, ce type de mesure permet de lutter contre le chômage.

Ex : Les entreprises peuvent annualiser le temps de travail afin de permettre d'adapter la quantité de travail utilisée aux besoins de l'entreprise notamment en cas de baisse temporaire de l'activité sans avoir à licencier. La flexibilisation consiste aussi à diminuer le taux de majoration des heures supplémentaires, à autoriser celles-ci dans ces proportions plus importantes, voire à autoriser une branche ou une entreprise à déroger à la durée légale si un accord est signé avec les représentants de salariés.

Document 18: Les « mini-jobs »

https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/chomage/mini-jobs-l-autre-visage-de-l-economie-allemande_3211935.html

Questions :

Q1 : Quelles sont les caractéristiques des « mini-jobs » ?

Les « mini-jobs » sont des contrats de travail en Allemagne, dont la rémunération est plafonnée à 450 euros par mois. Il s'agit d'emplois à temps partiel : au maximum 50 heures par mois.

→ Forme de flexibilité

Q2 : Quel est l'avantage de ces mini-jobs pour l'employeur ?

Les contrats sont à temps partiel, donc l'employeur peut mieux adapter le volume de travail à ses besoins. De plus, les charges sociales sont peu élevées → Coût du travail plus faible car temps partiel.

Au final, les employeurs sont incités à embaucher → Lutte contre le chômage

Q3 : Quel est le risque pour le salarié ?

Le salarié ne paie pas de cotisations sociales (salaire brut= salaire net), donc faible protection sociale/ pas de prestations chômage et retraite.

Autre exemple : les contrats zéro heure (RU)

Un contrat zéro heure est un contrat de travail dans lequel l'employeur ne garantit pas à l'employé un nombre fixe d'heures de travail. Au lieu de cela, le salarié est censé être disponible pour travailler au fur et à mesure des besoins, les heures de travail effectives variant d'une semaine à l'autre en fonction des besoins de l'entreprise. Ce type de contrat permet aux employeurs de gérer efficacement les coûts de main-d'œuvre, en s'adaptant aux fluctuations de la demande sans l'engagement financier de salaires fixes

→ Reforme en GB

Ouverture : La flexibilité du marché du travail entraîne le développement d'emploi atypique c'est-à-dire des emplois précaires dont la durée de l'emploi est limitée à une courte période (flexibilité quantitative externe : CDD, intérim, apprentissage, stage rémunérés...) ou des emplois à temps partiel (flexibilité quantitative interne). Le temps partiel correspond à un temps de travail inférieur à la durée conventionnelle ou légale du travail (en France 35 heures) .

Or le fait d'avoir un emploi à temps atypique peut, en particulier pour ceux qui le subissent, être moins intégrateur qu'avoir un emploi typique (stable et à temps plein). En effet, l'emploi atypique génère des revenus plus faibles ce qui ne permet pas toujours l'accès à la société de consommation, aux crédits... On assiste avec le développement des emplois atypiques à l'apparition de travailleurs pauvres. Enfin, ce type d'emploi peut fragiliser le lien social (moins de relations sociales etc.)

Entrainement EC1

À l'aide de deux exemples, vous montrerez que les politiques de flexibilisation permettent de lutter contre les rigidités du marché du travail.

Le chômage structurel peut résulter des institutions qui constituent des rigidités sur le marché du travail c'est-à-dire des contraintes qui empêchent l'équilibre sur le marché du travail. Les politiques de flexibilisation du marché du travail peut donc être une solution pour lutter contre le chômage structurel car elles visent à éliminer ces rigidités. En effet, ces politiques permettent d'adapter les institutions qui régissent le marché du travail pour permettre un meilleur appariement entre l'offre et la demande de travail. Ainsi, les rigidités du marché du travail peuvent s'incarner à travers des règles d'embauche et de licenciement qui entravent l'ajustement du marché du travail. La flexibilisation du marché du travail vise alors à réduire cette rigidité en facilitant le recours aux contrats précaires (CDD, interim), en augmentant les périodes d'essai, ou en limitant les recours des travailleurs en cas de licenciement. Par ailleurs, les politiques de flexibilisation peuvent aussi consister à faciliter la variation du temps de travail. Une entreprise pourra ainsi baisser le temps de travail en période de diminution de l'activité économique et conserver ses salariés, sans licencier. Au final, les politiques de flexibilisation permettent de lutter contre les rigidités du marché du travail source de chômage structurel.

A retenir :

- La lutte contre le chômage conjoncturel passe par des **politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale (politique de relance)**
 - ⇒ **Politique budgétaire de relance** : baisse des recettes publiques et/ou hausse des dépenses publiques
 - ⇒ **Politique monétaire de relance** : baisse du taux d'intérêt directeur
- Pour lutter la composante structurelle du chômage :
 - ⇒ **Des politiques d'abaissement du coût du travail** notamment sur les bas salaires peuvent réduire le chômage des moins qualifiés.
 - ⇒ **Des politiques de formation** peuvent être mises en place pour résoudre les problèmes d'appariement.
 - ⇒ **Des politiques de flexibilisation** permettent de lutter contre les rigidités du marché du travail.

Les politiques de lutte contre le chômage

